

# Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire

FORUM

## La gauche alternative ravive la flamme de l'ESS en Europe

L'économie sociale et solidaire gagne du terrain dans l'UE mais elle reste guettée par sa dilution dans l'économie de marché. Le groupe de la Gauche unitaire européenne au Parlement a organisé un forum à Bruxelles pour favoriser le dialogue entre ses acteurs et replacer ses valeurs au cœur d'un projet politique.

Elle fait peu parler d'elle. Elle est dispersée, hétérogène et même divisée dans ses conceptions, mais nul ne peut contester qu'elle trace singulièrement sa route en Europe. Face aux délocalisations, elle contribue à relocaliser l'économie dans les territoires. Face au pillage des richesses par les actionnaires, elle défend le principe de la redistribution. Face à la montée du chômage, elle crée des emplois. L'économie sociale pèse aujourd'hui 14,5 millions d'emplois dans l'Union européenne, soit 3,5 millions de plus qu'il y a dix ans. « Depuis 2008, le néolibéralisme a montré qu'il ne résout pas les crises mais les aggrave. Cette situation favorise l'émergence d'autres modèles qui ne cherchent pas d'abord à rémanérer les capitaux mais privilégient l'être humain », explique Alain Arnaud, président du Centre international de recherches et d'information sur l'économie publique, sociale et coopérative (Ciriec).

**« L'ESS est un projet politique lié à un projet de société »**

Pas étonnant, alors, que l'ESS connaisse un regain d'intérêt parmi les forces de gauche alternative dans les pays qui ont été durement frappés par la récession, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, le Bloc de gauche au Portugal, ou encore Sinn Féin en Irlande. « En 2014, l'arrivée dans le groupe de la Gauche unitaire européenne d'élus qui sont à la fois en première ligne face à la violence de l'austérité et symboles des possibilités de résistance a stimulé notre activité de parlementaires.

Dans la recherche de solutions, ils ont constaté la capacité de résilience de l'économie sociale et solidaire et ont eu envie d'organiser un forum pour en parler », raconte Marie-Christine Vergiat, députée européenne Front de gauche, militante de longue date de l'ESS. Coprésidente de l'intergroupe qui travaille au Parlement européen à valoriser cette économie de la solidarité, elle s'est activement engagée au côté de Miguel Urban Crespo, élu



FORUM EUROPÉEN SUR L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE, LE 28 JANVIER À BRUXELLES (BELGIQUE). PHOTO PATRICK NUSSBAUM

**120**  
C'EST, EN MILLIONS,  
LE NOMBRE  
DE PERSONNES  
COUVERTES  
EN EUROPE  
PAR UNE MUTUELLE.

de Podemos, pour donner vie au premier forum européen de l'ESS. Un pari réussi pour la GUE/NGL puisque plus de 250 personnes, élus, réseaux très divers de l'ESS, chercheurs, etc., provenant d'une dizaine de pays de l'UE se sont

déplacées jusqu'à Bruxelles jeudi dernier. Parmi elles, le sud du continent, très présent.

« La question qui se pose aujourd'hui est : quelle stratégie commune construire entre forces de l'ESS et forces de gauche ? » estime

Jean-Louis Laville, titulaire de la chaire économie solidaire au Conservatoire national des arts et métiers (Cnam).

Car l'ESS est, selon lui, confrontée à deux risques : « Devenir un sous-service public ou se faire absorber par les lois du marché. » Depuis des décennies, les grands acteurs de l'économie sociale mènent le combat pour la reconnaissance institutionnelle de cette économie de la solidarité. Ces dernières années, six pays de l'UE, la France, le Portugal, l'Espagne, la Belgique, la Grèce et la Roumanie, se sont dotés de législations. Un réseau d'acteurs de l'ESS s'est mis en place à l'échelle européenne, Social Economy Europe, dans le but avoué de faire pression pour une reconnaissance institutionnelle, mais « sans en devenir le parent pauvre », précise un de ses représentants, avouant, à demi-mot, que ce possible existe.

Pour tenter d'éviter le piège, Jean-Louis Cabrespine, président de Conseil national des caisses régionales de l'ESS (CNCRESS) en France, invite à ne jamais oublier que « l'ESS est un projet politique lié à un projet de société ». Idée que développe concrètement le représentant du gouvernement grec en expliquant travailler à la mise en place d'un cadre législatif capable de garantir à cette économie une « croissance autonome ». Être reconnue en tant que telle et ne pas perdre sa « capacité alternative utopique », selon les mots de Riccardo Petrella, initiateur de l'université du bien commun, tel est le défi que doivent relever les acteurs de cette économie du partage. Sans quoi, elle n'est pas à l'abri de devenir une niche. ●

PAULE MASSON

## Les rendez-vous de l'économie sociale &amp; solidaire

ITALIE

Le mouvement coopératif,  
un sérieux atout en temps de crise

C'est en Émilie-Romagne que les coopératives sont les plus puissantes en Italie. La solidarité dont elles font preuve permet de sauver l'emploi, soit par la reprise d'entreprise, soit par le reclassement de travailleurs dans d'autres Scop. Reportage.

Sant'Ilario d'Enza, Reggio Emilia, Bologne (Italie), envoyé spécial.

L'entreprise est située au milieu de la zone d'activité de Sant'Ilario d'Enza, non loin de Reggio Emilia. Elle est abritée dans l'un de ces capannoni, ces hangars si typiques de la petite industrie d'Émilie-Romagne, en Italie. Quand on y entre, on trouve un escalier un peu majestueux, à l'étage, de grandes zones pour les bureaux, inusités et surtout inutiles. Chez Artlining, l'ancien propriétaire a fait des investissements erronés avant la crise. En septembre 2008, l'entreprise a donc fait faillite. Mais, au rez-de-chaussée, les machines qui découpent les intérieurs de cravate vrombissent encore. Sur un énorme tapis noir, un engin compresse et découpe les tissus. Au bout de la salle, une femme retire les pièces finies et les installe dans des cartons. Les chutes seront recyclées. Sur le côté gauche, derrière une paroi en verre, deux couturières sont à l'œuvre. Au total, 2,2 millions de fourrages de cravate partent d'ici, pour les plus grandes marques.

#### Une vingtaine d'emplois ont été sauvés, et il y a eu deux embauches

Cela ne serait pas le cas si les salariés n'avaient pas repris la gestion de leur entreprise, avec l'aide de la ligue des coopératives, la Legacoop, qui les a aidés pour leur financement. Chacun des douze salariés a versé 10 000 euros grâce à une disposition légale qui lui permet de recevoir par anticipation les allocations chômage auxquelles il a droit pour lancer son activité. À ces 120 000 euros, le Consortium coopératif financier pour le développement a ajouté 80 000 euros et le Coopfond a doublé la mise, s'engageant à hauteur de 200 000 euros. Toutes les coopératives sont tenues par la loi de verser 3 % de leurs profits à cette institution pour financer le développement des coopératives. « Depuis, la production est répartie, et nous avons même acheté les locaux afin d'éviter un déménagement », explique Roberto Ferrari, ancien salarié maintenant sociétaire et président de la coopérative. « Chaque décision, comme le rachat des locaux, est décidée en assemblée. Nous attachons un soin particulier à la qualité de notre produit », renchérit Stefania Ghidoni, la vice-présidente, qui travaille à l'administration, et qui est contente d'avoir franchi le pas. « Le plus difficile est de ne plus être salarié, mais sociétaire », avec les responsabilités qui vont avec.

Cet exemple en a inspiré d'autres en Émilie-Romagne, terre où la coopération pèse



À REGGIO EMILIO, L'ENTREPRISE ARBIZZI, SPÉCIALISÉE DANS L'EMBALLAGE INDUSTRIEL, A ÉTÉ VENDUE EN 2014 À SES PROPRES SALARIÉS PAR SON PROPRIÉTAIRE QUI SOUHAITAIT S'ADONNER À UNE AUTRE ACTIVITÉ. PHOTO LEGACOOP

**« Le plus difficile est de ne plus être salarié, mais sociétaire », avec les responsabilités qui vont avec.**

STEFANIA GHIDONI  
VICE-PRÉSIDENTE DE LA COOPÉRATIVE

de 15 % à 22 % du PIB, selon les estimations. À Reggio Emilia, l'entreprise Arbizzi, spécialisée dans l'emballage industriel, a été vendue en 2014 à ses propres salariés par son propriétaire qui souhaitait s'adonner à une autre activité. Les hangars regorgent

de rouleaux de plastique, de machines d'emballage. « On fait attention à l'aspect écologique de nos produits », explique Simone Vallieri, du bureau des acquisitions de l'entreprise, mais aussi président de la coopérative, fier des plastiques biodégradables, ou des palettes en bois compacté adaptées pour l'exportation, car elles ne transportent pas de parasite. Ici, chaque salarié a mis 5 000 euros, le Coopfond a apporté le reste, pour « louer » l'entreprise. La coopérative devrait acquérir la pleine propriété de l'outil de travail dans cinq ans. Peut-être avant. Une vingtaine d'emplois ont été sauvés, et il y a eu deux embauches.

La Legacoop promeut depuis ces dernières années la reprise d'entreprise. Daniela Cervi, sa responsable économique pour l'ouest de

l'Émilie, a suivi plusieurs dossiers. « Pour que cela fonctionne, il faut plusieurs facteurs favorables : que l'activité ait une place sur le marché ; que l'on soit capable de valoriser le savoir-faire des salariés ; qu'il y ait un bon climat entre les salariés ; que l'un d'entre eux ait le profil pour devenir dirigeant de l'entreprise », analyse-t-elle.

Pour autant, le secteur coopératif n'est pas épargné par la crise. En témoignent le sort réservé par la crise de l'immobilier et la chute de 70 % des commandes publiques au secteur du bâtiment. L'effet a été dévastateur. Des coopératives ont fait faillite. Mais la coopération ne s'arrête pas au seuil de l'entreprise. Les entreprises de la Legacoop s'épaulent entre elles, limitant ainsi les dégâts.

## Les rendez-vous de l'économie sociale &amp; solidaire

## EXPÉRIENCES LOCALES

## Du remède à la crise à l'alternative permanente

Face aux politiques d'austérité menées un peu partout en Europe, l'ESS a fait front en offrant dans les territoires des solutions au démantèlement des services publics.

En 2012, la Coopérative des maçons de Reggio est proche de la faillite. Elle comptait 150 sociétaires. Pour reprendre l'activité, le système des coopératives a créé une société, la Sicrea, dont sont actionnaires des acteurs du monde de la coopération. La chose se fait dans la douleur. « La décision a été prise de ne se payer que 800 euros par mois », le temps de regagner la confiance des clients, rappelle le jeune dirigeant de l'entreprise, Luca Bosi. Après une perte de 300 000 euros, la nouvelle société revient à l'équilibre en 2013 et commence à absorber d'autres coopératives en crise. En 2014, l'entreprise dégage 300 000 euros après impôts.

On reste toutefois loin du compte. La nouvelle société n'atteint que 105 millions d'euros de chiffre d'affaires, contre 300 millions avant la crise pour les coopératives qu'elle a absorbées. Et le cadre a changé. L'entreprise est une société par actions, même si « tous les mois, il y a une assemblée de tous les travailleurs », rappelle Luca Bosi. Peut-être à terme les 150 salariés redeviendront-ils sociétaires, mais il leur faudra alors décider de racheter le capital de leur entreprise, soit 3,6 millions d'euros.

## Dans la crise, les coopératives tiennent mieux

Tous les sociétaires n'ont pu être repris par la Sicrea, mais la solidarité a joué à plein. 60 % de ceux qui ont dû quitter le secteur de la construction ont été repris dans d'autres coopératives. Ainsi, un responsable de chantier a-t-il pu se réorienter, après formation, comme chef de rayon dans une coopérative de consommateurs. Car en Émilie-Romagne, nombre d'hypermarchés ou de supérettes font partie du secteur coopératif. Ce qui fait la force de la coopération dans cette région, c'est qu'elle « est présente dans toutes ses formes : celles de crédit, celles de consommation, celles de production industrielle, celles agricoles et celles de services », relève Stefano Zamagni, économiste à l'université de Bologne. « Dans la crise, les coopératives tiennent mieux : elles ne peuvent pas licencier. De plus, elles sont tenues de verser à un fonds de solidarité 3 % de leurs profits. Ces fonds servent à compenser les difficultés en temps de crise, relève le professeur, qui note un aspect positif sur l'emploi. Dans une entreprise capitaliste : le capital contrôle le travail. Dans une coopérative, c'est le contraire. »

Les chiffres de la chambre de commerce d'Émilie-Romagne sont éloquentes. Alors que les entreprises privées ont perdu 4,6 % de leurs salariés entre 2008 et 2014, l'emploi coopératif a progressé, lui, de 2,6 %. Le chiffre d'affaires des coopératives a, sur la même période, crû de 0,2 % quand celui des autres entreprises a diminué de 1,5 %. « Aujourd'hui, nous cherchons à identifier les domaines de développement futur, pour y créer des coopératives. Mais l'île heureuse des coopératives n'existe pas, tient à prévenir Giovanni Monti, président de la Ligue des coopératives en Émilie-Romagne. Pour vivre, il faut aussi être des entreprises exemplaires sur le plan de l'ingénierie, du montage de projet et de la lecture du marché. Les coopératives se doivent d'être bien gérées. Mais leurs revenus ont une finalité différente de celles des autres entreprises. »

GAEL DE SANTIS

María do Carmo Bica soutient une coopérative de gestion collective de petites forêts privées dans le centre du Portugal. Marie-Caroline Collard dirige le réseau Solidarité des alternatives wallonnes et bruxelloises, SAW-B. Nicolao Constantinou développe la gestion de l'eau en coopérative dans la région de Thessalonique, en Grèce. Francesco Piobrichi est opérateur social à Lampedusa, engagé dans Mediterranean Hope, réseau de soutien aux migrants. Dans la région de Hernani, au Pays basque espagnol, Andoni Egia recense toutes les entreprises sociales dans les environs pour mieux les fédérer...

## « Nous inventons une société qui n'existe pas encore »

Aucun de ces acteurs de l'économie sociale et solidaire ne se connaissait avant le forum européen de l'ESS fin janvier. Certains même n'avaient qu'une conscience naissante d'appartenir à cette famille de pensée et de faire. Venu des quatre coins de l'Union, tous partageant pourtant le même projet politique à travers leurs expériences de terrain. « Ce que nous faisons, c'est une forme de ré-

sistance à l'économie de marché, une forme de dépassement de la nostalgie de l'État providence affaibli par les politiques libérales et d'austérité. Nous inventons une société qui n'existe pas encore », résume Marie-Caroline Collard qui, avec SAW-B, fédère une centaine d'entrepreneurs sociaux belges.

## « Contre la casse de la sécurité sociale et de l'éducation »

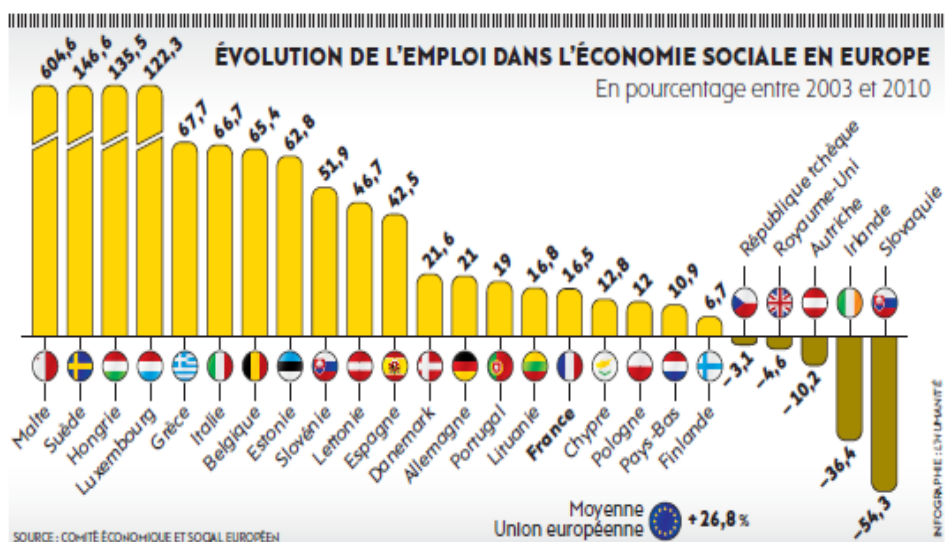
Développer l'ESS, c'est d'abord répondre aux urgences sociales délaissées par les États, singulièrement dans les pays du sud de l'Europe où les politiques d'austérité imposées par la troïka ont été les plus violentes. « En Espagne, tous les services publics ont été décimés. Dans de nombreux endroits, nos coopératives de travail ont repris ces missions et se développent (+ 23 % de création entre 2012 et 2013 - NDLR). Elles créent du travail de qualité et fournissent une solution au million trois cent mille Espagnols en état de dépendance », estime Paloma Arroyo, de la Confédération espagnole des coopératives de travail associé (Co-ceta). Au Portugal, Animar, association pour le développement local, milite pour l'établissement d'une économie des communs, « contre les poli-

tiques d'austérité, contre la casse de la sécurité sociale et de l'éducation, pour l'accès à la culture et contre la privatisation de l'énergie, des transports ou de l'eau », énumère Maria do Carmo Bica. Dans la région de Madrid aussi, les communs sont aussi à l'honneur. Terrativa permet aux habitants de s'approprier les terres périurbaines en friche pour les mettre en culture. Les coopératives Andina et Agresta valorisent de petits massifs forestiers privés ou communaux. « Le plus compliqué pour nous est de faire comprendre aux gens nos spécificités, explique Felix Manuel Jimenez Lopez. Nos services ressemblent à ceux de compagnies privées. Mais, chez nous, tout profit est réinvesti dans la société dont la gestion est démocratique. En promouvant notre façon de faire, on veut casser le modèle libéral et l'isolement des entrepreneurs. »

Pour Skevos Papaioannou, professeur de sociologie grec, l'ESS offre des outils pour affronter de nouvelles réalités : « On parle de crise comme si, grâce aux solutions libérales qu'on nous promet, nous allions revenir aux jours heureux d'avant. C'est une illusion. Pour affronter cette crise devenue permanente, les solutions à trouver doivent être radicalement différentes. L'économie sociale et solidaire offre des alternatives concrètes à explorer face à l'économie de marché qui nous maintient dans cette situation. »

STÉPHANE GUÉRARD

ALAIN COEURE, VICE-PRÉSIDENT DE SOCIAL ECONOMY EUROPE : « MÊME SI LES VENTS SONT CONTRAIRES, IL N'EST PAS TROP TARD POUR MONTRER À QUOI POURRAIT RESSEMBLER NOTRE MONDE DEMAIN. »



## Les rendez vous de l'économie sociale & solidaire

Pourquoi faudrait-il renoncer à construire une Europe de la solidarité ?

# Pour changer, il faut agir globalement et localement

L'Europe est en crise. C'est notre maison et elle est en feu. L'espoir de construire un grand espace de fraternité et de prospérité entre les peuples, au sortir de la Seconde Guerre mondiale, s'est transformé en monstre technocratique préoccupé à défendre la compétitivité de notre économie dans un cadre de concurrence libre et non faussée.

Sur fond de globalisation exacerbée de l'économie, l'austérité et le démantèlement des systèmes sociaux sont devenus les boussoles politiques, soumises à tous les lobbyings, censées nous apporter croissance, emploi et sécurité. Le résultat, c'est le chômage, la difficulté de se loger et d'avoir une vie digne pour un nombre croissant de personnes. Le résultat, c'est le repli sur soi, le retour des égoïsmes nationaux et la haine de l'autre, le climat qui se dérègle, des systèmes de retraite de plus en plus incertains et des inégalités qui augmentent, des riches toujours plus riches et, surtout, l'évanouissement de tout espoir de construire un avenir meilleur.

Depuis plus de trente ans, des hommes et des femmes ont décidé de ne pas se laisser faire et de prendre leur destin en main. Sur le terrain, de multiples initiatives, de coopération ou associatives, se sont développées dans des activités qui touchent tous les secteurs : nouvelles technologies, environnement, secteur social, agriculture biologique, commerce équitable, monnaies sociales, insertion socioprofessionnelle, etc. Elles ont toutes en commun leur fonctionnement collectif et une répartition équitable des revenus générés. Elles partagent égale-

ment le projet du « bien vivre », c'est-à-dire de respecter la nature, de préserver les relations sociales entre les communautés et le plaisir de partager en famille, entre amis, voisins ou plus largement encore.

Pendant que ces initiatives se développent, le business continue. Les lobbies économiques maintiennent leur pression pour obtenir la capacité d'engranger toujours plus de profits et de faire fructifier de l'argent à travers des systèmes financiers toujours plus virtuels et prédateurs, sans aucune retombée pour celles et ceux qui ne détiennent pas de capital. Les projets d'accords internationaux Tafta et TTIP sont les derniers avatars de la mise en place de cadres qui enlèvent de la souveraineté aux peuples. Les entreprises de capitaux rêvent de pouvoir faire des procès aux États qui entravent leur recherche de profit. C'est déjà le cas. Il faut se battre contre ça.

Pour changer les choses, il faut agir globalement et localement. C'est pourquoi les acteurs de l'économie solidaire s'organisent en mouvement, à la fois pour échanger leurs pratiques et se ressourcer en énergie pour croire et prouver qu'un autre monde est possible.

Au niveau de l'Union européenne, les efforts pour faire reconnaître ces pratiques sont plutôt vains et ont même tendance à perdre en influence, ces dernières années. Le fonctionnement des institutions, avec 28 pays et



**Eric Lavillanière**  
Coordonnateur général du Ripess (\*) Europe

autant de cultures, pratiques et traditions politiques différentes, a tendance à technocratiser et aseptiser les lieux de décision à la recherche d'un consensus qui se fait au mieux au centre et au pire en faveur des grands intérêts économiques privés.

Pour la première fois, le 28 janvier dernier, un groupe politique européen, celui de la Gauche unitaire, a pris l'initiative de valorisation de l'économie sociale et solidaire en la replaçant dans son projet original de changement de modèle de société, et donc pas simplement comme amortisseur de la crise.

Cette journée riche en espoir n'est qu'un début. Elle signifie que si on ne décourage pas, si on croit encore en la possibilité de changer de modèle en profondeur et si, et surtout, nous sommes de plus en plus nombreux à y croire, nous pouvons

ne pas renoncer à changer d'imaginaire économique. Les pays du Sud, en grave crise, particulièrement en Grèce, Espagne ou Portugal, avec des gouvernements plus favorables, expérimentent ces nouvelles pratiques économiques et résistent aux grandes institutions financières qui veulent les asphyxier pour tuer toute velléité d'émancipation et d'autonomie. N'attendons pas qu'il soit trop tard ou que l'irréparable arrive avec la prise de pouvoir des extrêmes droites. Engageons-nous dans l'économie solidaire et montrons que, si nous le voulons, nous le pouvons. ●

(\*) Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire.

207 000

COOPÉRATIVES  
FONT VIVRE PRÈS  
DE 5 MILLIONS  
DE TRAVAILLEURS  
EN EUROPE.

L'ESS, une simple forme d'économie ou un projet de société ?

## Reprenons nos capacités d'agir

À l'occasion du 1<sup>er</sup> Forum européen de l'économie sociale et solidaire, qui s'est déroulé le 28 janvier au Parlement européen à Bruxelles, le groupe d'élu-e-s GUE/NGL réaffirme le poids de l'économie sociale et solidaire face au modèle néolibéral et invite acteurs et praticiens à se mobiliser.

Si l'ESS puise ses fondements dans une histoire associationniste et porteuse de solidarités sociales, ce sont les différentes formes de contrôle réintroduites par un État paternaliste tout au long du siècle dernier qui l'ont amenée à se fragmenter. Jusqu'à nous satisfaire de l'appellation « tiers secteur » ou « 3<sup>e</sup> voie ». Jusqu'à ne plus se considérer comme mouvement d'idées mais comme collection d'expériences microéconomiques.

Cette acceptation nous amène à rester positionnés pas trop loin du champ d'intervention de l'État, et jamais au-delà du marché. Avec le risque de participer à l'avènement d'un sous-service public précarisé, ou celui de se banaliser dans l'économie dominante.

La deuxième génération du néolibéralisme l'a bien compris : elle intègre à ses nouvelles réponses le « social business ». Cet ensemble d'outils sociaux pourrait nous laisser croire qu'il n'y a qu'un seul modèle économique possible, le capitalisme, puisqu'il peut intégrer des finalités sociales.



**Anne-Laure Desgris**  
Codirectrice de la coopérative Oxalis, membre fondateur de la mutuelle de travail associé Bigre !

Proclamer qu'il faut une alternative, c'est bien. La penser ambitieuse, c'est un progrès. Mais il faut passer aux actes et relever nos manches ! Dans nos organisations, c'est en se confrontant au quotidien à des approches alternatives du pouvoir et de la propriété que l'on invente pratiquement une économie désirable pour demain. C'est le pari de la coopérative où je travaille lorsqu'elle s'engage dans la première mutuelle de travail associé, Bigre !

Réapproprions-nous notre capacité à penser les alternatives ! Considérons l'ESS comme un projet de société qui s'oppose clairement à cet autre projet de société qu'est le néolibéralisme. Reprenons notre autonomie, notre capacité d'agir, pensons ce qui n'a pas encore été pensé. Créons. Agissons sur nos territoires. Reprenons le métier à tisser d'un projet politique,

économique et social. Continuons à tisser cette grande convergence entre mutualité, coopération, syndicalisme et éducation populaire qui est indispensable pour poser une opposition à nos sociétés telles qu'elles se délitent.

Aujourd'hui, à Bruxelles, se pense au niveau européen l'économie sociale et solidaire comme un projet politique opposable au capitalisme. Il était temps ! Mais cette étape, primordiale, a eu lieu. Bigre ! ●

Dans votre supplément le mois prochain

Notre dossier

Les atouts de l'ESS face à « l'ubérisation » de l'économie.

Alors que les nouvelles formes d'économie sont marquées par l'individualisation du travail, quelle place pourrait prendre l'ESS dans la production de nouveaux communs ?

Décryptage, reportage, tribunes et entretiens.

MARDI 1<sup>ER</sup> MARS